



Union syndicale
Solidaires 30

Sud éducation - Sud Télécom - Sud PTT - Sud SDIS - Sud Rail
Sud TCN - Solidaires Transports - Sud STIG - Sud Travail
Sud Conseil Général - Sud Collectivités Territoriales
Solidair Territoriaux de Gard - Solidaires Étudiant-e-s
Sud RPE - Sud CAM - Solidaires Finances Publiques
Sud Santé Sociale - Solidaires Retraité-e-s - Sud Culture
Sud Collectif/progressé urbain - SNABP Solidaires



VOUS AVEZ DIT PRIVILEGES ?



Le gouvernement désigne les cheminot.es du doigt. Il stigmatise leurs «*privilèges*» et laisse penser que d'autres catégories de travailleur.euses ne peuvent accéder aux mêmes droits (la retraite, notamment) à cause d'eux.elles. Il fait croire que l'endettement que subit la SNCF est lié à ce statut qui coûterait trop cher. **C'est faux et c'est injuste:** Les

cheminot.es subissent beaucoup de contraintes, ont des niveaux de rémunération faibles et **ne sont pour rien dans le niveau d'endettement de la SNCF.**

Les traiter de privilégié.es quand, en 2017, **Bernard Arnault a gagné 2 milliards d'euros par mois, en même temps qu'on lui baissait son impôt sur la fortune**, cela relève de l'indécence. En s'attaquant aux cheminot.es, le gouvernement prépare «*l'ouverture au marché*» et la privatisation de la SNCF. Pourtant, les expériences de privatisation en Europe n'ont pas donné les résultats que l'on nous promet pour la France : **sans subventions publiques, le chemin de fer britannique aurait coulé et le prix du train payé par les usager.es outre-Manche est très au-dessus de la moyenne européenne.**

Cette attaque contre les transports publics préfigure **une autre offensive, plus générale, contre tous les services publics** : derrière la caricature du/de la fonctionnaire payé.e à ne rien

faire, il s'agit de remettre en question l'accès de tous et toutes à l'éducation et à la santé :

- **Les réformes de l'éducation voulues par le gouvernement préparent la privatisation de l'école et de l'université.**
- **La démolition en cours de l'hôpital public vise à nous envoyer tous et toutes vers le privé.**

Ces mesures procèdent d'une même inspiration libérale : celle qui a conduit aux ordonnances de casse du code du travail, celle qui stigmatise les chômeur.euses, celle qui ponctionne les pensions des retraité.es, celle qui veut la casse de notre système de retraite.

Le projet de Macron, c'est une politique sociale à deux vitesses, où les plus riches et les moins nombreux pourront payer l'éducation de leurs enfants, les soins ou les transports de qualité. C'est une politique sociale où tous les autres devront tout payer avec leur salaire, se contenter de soins et d'une éducation au rabais, quand ce ne sera pas de la charité.

Son modèle libéral est le contraire du modèle sur lequel s'est construit la société française depuis 1945. C'est ce modèle qu'il a entrepris de détruire pour qu'à l'avenir nous ressemblions aux Etats-Unis ou à l'Angleterre.

Dans ces pays, le service public est réduit au minimum. Le salaire net, dépeuplé des cotisations sociales, donne l'impression d'être élevé. Mais pour beaucoup, **il ne permet pas de satisfaire les besoins essentiels, car il doit tout payer : l'école, l'université, le médecin et les médicaments.**

Manifestation jeudi 19 avril

14 h30 devant la gare SNCF Nîmes

PUBLIC-PRIVE MEME COMBAT : NOUS APPELONS A LA CONVERGENCE DES LUTTES AG INTERPROFESSIONNELLE après la manifestation !

Parce que nous sommes toutes et tous concerné.es : Casse du code du travail, simplifications des procédures de licenciements, baisse des APL, baisse de budget dans la fonction publique, augmentation des sanctions pour les chômeur.euses et convention de l'assurance chômage revue à la baisse, casse du financement de la protection sociale avec la hausse de la CSG etc. L'actuel gouvernement **n'a pas de limite dans sa violence sociale ! A nous de lui en imposer tous et toutes ensemble !**